

Atelier n°1

**" L'HISTOIRE COMME 'RESERVOIR D'EXPERIENCES' POUR ETUDIER L'ASSOCIATION  
DROIT AU LOGEMENT (DAL) "**

Communication présentée par  
**Bénédicte HAVARD DUCLOS**

Docteur en sociologie, PRAG à l'Université de Bretagne Occidentale (UBO – Brest), Laboratoire ARS (Atelier de Recherches Sociologiques - Brest).

[bhduclos@wanadoo.fr](mailto:bhduclos@wanadoo.fr)

**Introduction**

Je souhaite présenter dans cette introduction l'objet empirique sur lequel cette communication s'appuie, la question qui a guidé le travail et la démarche de recherche retenue. Je montrerai ensuite dans le corps de l'exposé la manière dont j'ai recouru à l'histoire pour mieux comprendre ce qui se jouait et se passait dans l'association Droit Au Logement.<sup>1</sup>

L'association Droit Au Logement est créée en 1990, pour "*aider les mal-logés à s'organiser pour accéder au logement, faire appliquer les lois qui leur sont favorables car elles existent, et inciter les pouvoirs publics à mener une politique de logement cohérente, réaliste et digne*".<sup>2</sup> DAL a, depuis, initié un grand nombre d'actions collectives : campements, squats de logements vacants permettant la conduite de procédures juridiques, manifestations, marches, occupations symboliques de lieux, actions de lobbying auprès des parlementaires et des édiles pour peser sur les lois régissant le logement social... Inégalement couvertes médiatiquement, ces actions collectives à fort contenu symbolique et à forte charge de rupture, ont permis à l'association d'accéder à une large visibilité sociale<sup>3</sup>. La réussite de DAL à incarner " la cause des mal-logés, des sans-logis et plus largement des

---

<sup>1</sup> Cette communication rend compte d'une partie de ma thèse. B. Havard Duclos, *Entre philanthropie et syndicalisme. Militants et mal-logés de l'association Droit Au Logement*, thèse pour le doctorat de sociologie, sous la direction d'O. Schwartz, Université de Saint-Quentin en Yvelines, décembre 2002.

<sup>2</sup> Droit au logement, *Le logement : un droit pour tous*, Le cherche Midi, 1996, p. 125.

<sup>3</sup> Sans qu'on puisse préjuger de la connaissance d'une association par la fréquence avec laquelle les médias nationaux en parlent, on peut noter à titre indicatif que DAL apparaît dans les archives du quotidien *Le Monde* dans 279 articles entre octobre 1990 et septembre 2001. La Confédération Nationale du Logement (CNL), association de locataires intervenant dans ce champ depuis plus de 50 ans, n'est citée de janvier 1989 à septembre 2001, que 23 fois !

'exclus' " est d'autant plus spectaculaire que l'association reste une petite structure aux effectifs fluctuants.<sup>4</sup>

Au-delà de ses objectifs explicites (changer la loi, sensibiliser et modifier l'opinion publique, apporter des solutions concrètes aux personnes privées et/ou insatisfaites de leur logement, les organiser), l'association est très vite " codée " à la fois par ses militants et les commentateurs, comme une association de " gauche radicale ". Toute une littérature mi-journalistique, mi-militante affiche l'appartenance de DAL au " renouveau du mouvement social " <sup>5</sup>. Elle est moins médiatique aujourd'hui, car perçue comme moins innovante<sup>6</sup>. Mais elle a été unanimement analysée comme faisant partie de cette société civile contestataire et citoyenne, ayant contribué à renouveler les formes d'engagement politique.

Dans ce contexte, les premiers chercheurs à s'intéresser à cette association viennent des sciences politiques et plus spécifiquement du champ de l'étude des mobilisations ou de l'action collective. DAL est étudié comme une " entreprise du mouvement social " <sup>7</sup> et les premiers travaux sociologiques sur l'association s'intéressent à la mobilisation des mal-logés comme catégorie " d'exclus " <sup>8</sup>. Les conditions de possibilité du passage à l'action collective sont étudiées systématiquement. Elles se composent à la fois des évolutions sociales larges (construction sociale de la notion d'exclusion dans les années 1990 ; modifications substantielles de l'immigration d'Afrique Noire, rendant les besoins de logement bien plus cruciaux que dans des périodes antérieures, et constituant la base principale du mouvement) et des savoirs-faire accumulés dans l'association (modes d'action utilisés fonctionnant comme autant d'" incitations

---

<sup>4</sup> La plupart des articles concernant DAL dans le journal *Le Monde*, rapportent des actions concernant moins d'une centaine de personnes à chaque fois. Seuls quelques grands rassemblements réunissent entre 500 et 1000 personnes lors de manifestations associant d'autres organisations. Encore faut-il ajouter que *Le Monde* rend surtout compte des actions parisiennes. Dans les autres comités DAL, on trouve généralement encore moins de participants.

<sup>5</sup> Pour reprendre l'expression de C. Aguiton et D. Bensaïd, *Le retour de la question sociale : le renouveau des mouvements sociaux en France*, Lausanne, Page deux, 1997. Voir aussi J.-M. Salmon, *Le désir de société. Des restaurants du cœur au mouvement des chômeurs*, La découverte, 1998 ; B. Poulet, " A gauche de la gauche ", *Le Débat*, n°103, 1999, p. 39-59 ; D. Pingaud, *La gauche de la gauche. Contre-enquête*, Le Seuil, 2000 ; J.-C. Brochier et H. Delouche, *Les nouveaux sans-culottes, enquête sur l'extrême gauche*, Grasset, 2000.

<sup>6</sup> *Le Monde* titre le 4 novembre 2000 pour les dix ans de l'association : " En une décennie, le DAL est devenu un pilier de la lutte contre les exclusions " : " S'ils sont un peu moins sous les projecteurs aujourd'hui, c'est aussi que nombre de leurs idées ont fini par s'inscrire à la fois dans les mentalités et la législation " .

<sup>7</sup> L'expression est d'O. Fillieule: " Toute organisation, ou groupe d'organisations, mettant en œuvre des stratégies d'action composées de séries d'interactions avec des cibles et qui comporte de manière privilégiée, le recours à l'action protestataire " in *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Presses de la FNSP, 1997, p. 37-39.

<sup>8</sup> C. Péchu, " Quand les 'exclus' passent à l'action. La mobilisation des mal-logés ", *Politix*, n°34, 1996, p. 114-133.

sélectives<sup>9</sup> pour les mal-logés engagés ; existence " d'entrepreneurs de mobilisation " ou encore de militants professionnels qui n'ont pas eux-mêmes de problèmes de mal-logement, socialement plus dotés). L'analyse s'appuie sur des matériaux empiriques constitués d'entretiens avec les leaders et fondateurs de l'association, qui jouent alors souvent un rôle d'informateurs, et d'analyses documentaires. L'histoire n'est pas absente de ces analyses : on trouve notamment une histoire immédiate de l'association (la succession de ses périodes, de ses leaders, de ses " programmes "), et une histoire des contextes d'émergence des thématiques et des problèmes sociaux que l'association prend en charge.

Quand les chercheurs quittent la position souvent surplombante de l'étude de l'action collective pour une étude des acteurs qui constituent le groupement militant, la question largement impensée du caractère politique de l'association n'est pas pour autant réglée. Le regard se tourne vers les seuls " militants ", qui se définissent eux-mêmes et qui définissent leur engagement comme " politique " et laisse hors champ les " destinataires " du militantisme.<sup>10</sup> Les déterminants de l'engagement des individus sont analysés : les trajectoires des militants, la formation de leurs préférences, leurs motivations. Les matériaux sont constitués de récits de vie et d'entretiens biographiques, ou d'analyses plus quantitatives portant sur les caractéristiques des militants. L'histoire mobilisée alors se confond avec les histoires de vie : les périodes marquantes dans les parcours militants pour les individus peuvent être liés à des contextes politiques et sociaux particuliers que leur explicitation éclaire utilement.

Dans ces deux approches classiques en sciences politiques d'une organisation militante, seule la dimension la plus visible au DAL, c'est-à-dire aussi la plus " politique " est toutefois prise en compte. Or le DAL n'est pas que ses militants : l'organisation n'est pas que l'agrégation des membres les plus influents qui la composent, ceux qui imposent un sens et une lecture politique et collective à l'action. Ils sont même très minoritaires, par rapport à la masse des " mal-logés " qui " font " eux-aussi l'association et y sont " engagés ". De même la qualification de DAL comme mobilisation collective ou mouvement social, si elle va de soi pour la plupart des militants, (importance de cette dimension dans la charte des comités DAL), fonctionne le plus souvent comme une incantation et une injonction. En se focalisant sur ce qui est le plus politique, le plus visible, le plus médiatique, le plus officiel aussi, ces problématiques en termes de mobilisation passent ainsi à côté de dimensions essentielles du fonctionnement interne de l'association. Que font ensemble les acteurs (tous les acteurs, militants et

---

<sup>9</sup> Notion mise à jour par M. Olson, *La logique de l'action collective*, PUF, 1978. L'incitation sélective est ce qui pousse individuellement chacun à participer à l'action collective, soit positivement (récompense pour ceux qui agissent dans l'intérêt du groupe), soit négativement (coercition et exclusion des avantages de ceux qui n'ont pas supporté les coûts de l'action).

<sup>10</sup> voir C. Péchu, " Les générations militantes à Droit Au Logement ", *Revue Française de Sciences Politiques*, vol 51, n°1-2, 2001, p. 73-103.

destinataires du militantisme) du DAL et au DAL ? Quels rapports entretiennent-ils ?

Pour étudier ces dimensions internes au fonctionnement de l'association, les entretiens biographiques ou l'analyse documentaire ne sont pas suffisants. J'ai donc eu recours à une démarche également classique de la sociologie pour rendre compte du fonctionnement d'une organisation, même si elle est moins souvent utilisée en sciences politiques. Il s'agit de l'enquête de type ethnographique qui repose sur l'implication prolongée et personnelle du chercheur dans la réalité qu'il étudie.<sup>11</sup> La solution s'impose d'autant plus aisément qu'une association se prête à l'observation : il y a un lieu à observer, des activités publiques ou en tout cas autorisant la présence d'un observateur, des interactions entre personnes rassemblées à divers moments pour des activités communes. Parce qu'elle existe dans la réalité sociale, comme une entité distincte matérialisée par des locaux où les militants se réunissent, une signature collective dans les médias ou dans les prises de position publique, un logo que les personnes affichent, une mémoire collective, l'organisation militante s'impose comme objet d'analyse. Ses frontières semblent relativement claires, et permettent au chercheur d'isoler un petit bout de la réalité sociale observable. Etudier une organisation militante peut ainsi consister certes à étudier les textes qui en émanent (au sens large incluant à la fois la " littérature " interne faite des chartes, statuts, tracts, dossiers, compte-rendu des réunions, journaux de l'association, et les prises de position publiques), les personnes qui s'en réclament et qui la fréquentent, mais aussi les activités qui s'y déroulent concrètement.

Or, quand j'ai commencé à fréquenter un comité local du DAL, à y observer de manière systématique ce qui s'y passait, s'y disait et s'y faisait, au-delà, en deçà et à côté des périodes d'exposition publique, l'interrogation s'est déplacée des raisons du succès et de l'échec des mobilisations, et du parcours et des motivations des militants vers l'existence d'un type de relation sociale pour le moins étrange. Deux groupes que le langage " indigène " désigne sous le terme de " mal-logés " d'une part, et de " militants " d'autre part sont perpétuellement en prise. Ils se rencontrent, s'interpellent, partagent pour un temps une activité commune, alors que rien ne les force à se retrouver, manifestent des incompréhensions et des insatisfactions mutuelles parfois très fortes, mais pourtant continuent à faire quelque chose ensemble. Ce " travail " selon A. Strauss, mais aussi les raisons

---

<sup>11</sup> O. Schwartz qualifie l'approche ethnographique comme une insertion personnelle de longue durée du sociologue dans le groupe qu'il étudie. in " L'empirisme irréductible ", postface à N. Anderson, *Le hobo. Sociologie du sans-abri*, Nathan, 1993, p 267. C'est cette définition large et souple de l'ethnographie qui ne préjuge pas du mode de recueil des données ou d'une méthodologie particulière (il faut au contraire faire feu de tout bois par la multiplication des situations d'observation et d'entretiens, de niveau et d'intensité d'ailleurs inégal) que retiennent également S. Beaud et F. Weber. In *Guide de l'enquête de terrain*, La découverte, 1997.

et les sources d'incompréhensions, ce qui fait tenir cette relation (ses ressorts) et ce qu'elle produit (ses effets) ont été les questions pertinentes pour moi tout au long de cette recherche. Le DAL a ainsi fonctionné dans mon enquête comme principal lieu d'observation d'une relation sociale entre deux types d'acteurs, inégalement dotés et dans une inégale capacité à défendre les intérêts qui les poussent à se rencontrer. Les mal-logés, - " clients " ou " usagers " du DAL, pour reprendre les métaphores du marché et des services publics -, sont pris, captés par la dimension concrète et individuelle de l'action. Leur injonction à l'efficacité et à l'efficacité individuelle est déterminante. Pour les militants en revanche, l'objectif est un objectif de modification d'une situation jugée intenable, que celle-ci s'incarne dans des situations individuelles (des " malheureux ") ou une forme plus abstraite (un " malheur "), une " cause " qu'il faut défendre. La partition du groupe en deux sous-groupes a été elle-même sujette à interrogation.

Dotée d'une méthode principale (une enquête de terrain) et de cette interrogation (comment fonctionne la relation sociale entre acteurs au DAL), j'ai été conduite à recourir à l'histoire et aux travaux des historiens. J'expliquerai d'abord les raisons pour lesquelles ce recours m'a paru nécessaire, et ensuite les deux formes d'histoire que j'ai pratiquées en détaillant les difficultés auxquelles j'ai été confrontée.

## **1. Pourquoi le recours à l'histoire comme complément d'une enquête de type ethnographique ?**

Trois raisons au moins m'ont poussée à compléter mon enquête ethnographique par une enquête historique. La première est liée au fait que la démarche ethnographique rend la nécessité de la comparaison et de la distanciation d'autant plus cruciale qu'elle plonge le chercheur dans la complexité du réel. L'histoire permet d'autre part de faire la généalogie des situations que l'on est amené à observer en tant que sociologue et permet ainsi de voir toute la continuité, souvent bien plus forte que les ruptures annoncées et proclamées entre ce qui se joue aujourd'hui et ce qui s'est passé " hier ". L'histoire peut être enfin et surtout utilement utilisée comme un réservoir d'expériences, permettant de mettre à jour des types idéaux, dont la composition est explicative de la réalité d'aujourd'hui.

### **Conquête d'une distanciation par rapport au maelström de l'enquête ethnographique**

L'enquête de terrain parce qu'elle repose sur un engagement personnel du chercheur et qu'elle est inductive, conduit à se départir des tendances à la réduction de la réalité sociale. Mais elle plonge celui qui la pratique dans un maelström de logiques, de catégories et de situations qui tranchent avec le discours schématique, réducteur et apparemment clair, que nombre de commentateurs journalistiques et politiques s'autorisent à distance à porter

sur DAL, à cause de sa grande visibilité médiatique. L'enquête de terrain conduit à réintroduire de la diversité et de la complexité dans des situations qu'il est toujours tentant de caricaturer, mais elle pose de redoutables difficultés. L'utilisation de la métaphore eliasienne du maelström<sup>12</sup> dit assez combien il est difficile de conquérir une distanciation par rapport au terrain, démarche pourtant nécessaire à toute analyse sociologique.

Cette difficulté inhérente à la démarche, inévitablement impliquante affectivement et moralement, est renforcée à cause de l'objet lui-même : DAL est une organisation d'urgence qui emporte toute personne qui y milite dans un tourbillon d'activités et d'activisme. La radicalité des problèmes sociaux auxquels ses adhérents sont confrontés, comme son mode d'organisation et de réactions à l'actualité, sont tels, qu'il est quasiment impossible de militer "à distance". De la même manière, pour le chercheur, une position de pure extériorité et d'observation sans participation y est proprement intenable.<sup>13</sup>

Se mettre à lire de l'histoire a été dans ces circonstances une attitude salvatrice pour conquérir une distance par rapport au terrain et imposer pratiquement de suspendre l'observation et la participation pour passer du temps en bibliothèque ! Or aller s'isoler en bibliothèque, et lire ce que des historiens ont pu écrire du et sur le XIX<sup>e</sup> siècle en éloignant de l'actualité et des personnes concrètes rencontrées, permet cette prise de recul.

Moins prosaïquement, l'histoire joue le même rôle pour l'ethnographe d'un univers familier que la distance géographique pour l'ethnographe d'une société lointaine. Elle réintroduit l'étrangeté, le caractère "non naturel" de ce qui est observé, et rend possible la comparaison.

### **Antidote contre la rhétorique de la nouveauté**

Là n'est pas la seule raison du recours à l'histoire, le décentrement par rapport au terrain pouvant se conquérir de beaucoup d'autres manières. L'histoire permet plus spécifiquement d'interroger et de mettre en cause la rhétorique de la nouveauté omniprésente dans le discours sur DAL : "nouveau mouvement social", "nouvelles formes d'engagement", "nouveau répertoire d'action collective", "nouveaux militants"... Les exemples ne manquent pas de cette utilisation inflationniste du qualificatif de la nouveauté.

Contextualiser, mettre à jour des filiations conduit à s'affranchir de ces fausses évidences. Ce qui se passe aujourd'hui est inscrit dans une trajectoire, comme "différentiel de sens entre ce qui fût et ce qui est"<sup>14</sup>. DAL n'apparaît pas par génération spontanée : l'association s'inscrit dans

---

<sup>12</sup> N. Elias, *Engagement et distanciation*, Fayard, 1993 (1<sup>ère</sup> ed. 1983).

<sup>13</sup> Pour une analyse de la relation d'enquête, voir mon mémoire complémentaire de DEA. "La relation d'enquête révélatrice de la diversité des dispositions militantes. Quatre portraits de militants intervenant dans un comité local de l'association Droit Au Logement", sous la dir. de G. Mauger, EHESS, 1997.

<sup>14</sup> R. Castel, "De l'usage des grands hommes. Entretien avec Rémi Lenoir", *Sociétés et représentations*, nov. 1996, p 33-39.

une histoire plus longue des mouvements de mobilisation autour du logement des classes populaires et hérite d'une tradition ancienne et riche. Elle apparaît ainsi très proche d'autres expériences historiques de luttes urbaines que la France a connues depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, tant sur le plan de l'organisation, du type de luttes pratiquées, des répertoires d'actions mobilisés que des revendications et des arguments avancés. Les travaux historiques permettent de situer DAL par rapport à ses " ancêtres ", revendiqués explicitement ou escamotés par les acteurs, de montrer la proximité que DAL a avec d'autres formes d'engagement *pour* les mal-logés et *avec* eux, mais aussi ses traits spécifiques.

### **Affirmation des catégories d'analyse**

Plus encore qu'un moyen de distanciation, plus encore qu'une mise en contexte, le recours à l'histoire, en organisant une " mise en séries ", a permis de construire et d'affiner mes catégories d'analyse sur la relation qui a cours au DAL entre " militants " et " mal-logés " en la pensant comme traversée par deux types idéaux.<sup>15</sup>

Le fait de s'intéresser aux détails, de se confronter à la complexité du réel et donc à la limite des catégories habituellement utilisées pour décrire cette réalité, de refuser de s'arrêter aux traits les plus marquants, d'autant plus faciles à voir que le regard est éloigné, a conduit en effet à la nécessité de trouver d'autres catégories d'analyse.

Au cours de mon enquête ethnographique, j'étais en permanence interpellée par une situation traversée de logiques contradictoires, en tension : les militants se voulaient inscrits dans la tradition des mouvements ouvriers, revendicatifs, critiques, appelant les mal-logés à s'organiser dans une logique néo-syndicale pour peser sur les décisions politiques les concernant. Mais la réalité était plutôt du côté d'une coupure relativement forte entre ceux qui tenaient ce discours (les militants) et ceux à qui ils étaient destinés (les " mal-logés "), rappelant par bien des aspects une logique de prise en charge de type caritative. Le grand écart était également récurrent entre la volonté d'organisation politique et la réalité d'une relation de service réparant concrètement et individuellement des souffrances ponctuelles.

En travaillant sur les formes typiques de prise en charge du malheur du peuple au XIX<sup>e</sup> siècle, j'ai ainsi pu construire des catégories analytiques pour interroger la relation sociale caractéristique au DAL et mettre au jour les logiques qui travaillent en profondeur l'association. C'est donc bien en partant d'une interrogation sur le présent que je me suis tournée vers

---

<sup>15</sup> Cette méthode de construction de types idéaux en ayant recours à l'histoire sociale doit beaucoup à R. Castel. Il s'explique de son rapport à l'histoire et de sa dette envers M. Foucault, précurseur d'une pensée " généalogique ", dans l'entretien précédemment cité, ainsi que dans l'introduction des *Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Fayard, 1995. La référence à M. Weber et à la nécessité de penser " typologiquement " va ici aussi de soi. Cf. D. Schnapper, *La compréhension sociologique*, PUF, 1999.

l'histoire : comment une relation sociale marquée par une tension entre logique syndicale et logique philanthropique peut-elle fonctionner ? Quels en sont les ressorts et quels en sont les effets ?

Pour répondre à ces questions, je me suis tournée vers des expériences de fonctionnement de cette relation dans d'autres configurations historiques et sociales. J'ai ainsi utilisé l'histoire comme " un réservoir de possibles ", un substitut à l'expérimentation. Ces expériences sont certes inédites, référencées à des configurations et des contextes précis et singuliers, mais elles ont en commun avec le présent un type de problématisation, permettant d'assurer la comparaison avec la période actuelle. Des hommes du passé, confrontés à des questions similaires sinon identiques à celles d'aujourd'hui, y ont répondu de manière originale, donnant à voir des récurrences dans les questions posées et leur traitement.<sup>16</sup> DAL s'inscrit au-delà de la seule question du logement, dans l'histoire longue des réparateurs du malheur des classes populaires et propose un modèle de relations entre militants et " malheureux ", comparable à d'autres formes de prise en charge du peuple.

J'ai donc réalisé et utilisé " deux histoires " pour armer l'analyse de la relation qui a cours au DAL : la première idéal-typique a consisté à dresser ce qui caractérisait en propre les mouvements de prise en charge de type philanthropiques, par rapport aux mouvements de type ouvriers. La deuxième, généalogique, a porté sur la seule question des luttes autour du logement des classes populaires.

## **2. La mise à jour de relations idéal-typiques entre "porteurs de malheur" et "réparateurs de malheur"**

Je suis tout d'abord partie à la recherche des expériences passées pour construire analytiquement des idéaux-types pour penser les relations entre "réparateurs de malheur" (militants) et "porteurs de malheur" (mal-logés)<sup>17</sup>. Mais je ne pouvais faire une histoire " exhaustive " de ces relations et j'étais

---

<sup>16</sup> R. Castel, *op.cit.* a montré l'intérêt d'un tel recours à la comparaison historique pour l'étude de la question sociale : les manières successives dont celle-ci a été posée et résolue dans l'histoire européenne éclairent le sens et la portée de la précarité sociale aujourd'hui.

<sup>17</sup> Un mot sur l'utilisation de ces deux termes à forte charge symbolique et affective. Sans reprendre ces dimensions implicitement héroïques, j'ai employé ces termes qui ne font pas partie du langage " indigène " pour subsumer des situations fortement hétérogènes. Le terme de " réparateurs de malheur " rassemble des individus partageant une commune insatisfaction face à la société comme elle va et une volonté de la changer. Tous les acteurs ainsi désignés partagent l'objectif de " réparer le malheur ", c'est-à-dire à la fois de contester et de dénoncer un malheur mais aussi de réparer des malheureux. Le terme de " malheur " renvoie à des situations de manque et de souffrance liées à des positions fortement dominées dans l'espace social. J'ai gardé l'item " porteurs de malheur " pour insister à la fois sur la symétrie entre les acteurs (comme on pourrait parler de " militants " et de " milités ") et donner à voir combien le malheur est construit socialement.

donc confrontée à des choix dont je veux m'expliquer ; il était d'autre part difficile de traiter la matière historique comme un idéal-type ; j'avais enfin un problème de sources à régler.

### **Le risque de l'arbitraire : quoi retenir ?**

Par rapport à mon projet, la plus grande difficulté a consisté à sélectionner ce qui était dans le champ de mon interrogation, et ce qui ne l'était pas. Or, quand on commence à faire l'histoire des réparateurs de malheur et à s'intéresser aux relations entre les personnes qui s'engagent et ceux qui sont l'objet de l'engagement, on entre dans un domaine extrêmement vaste. Les personnes engagées volontairement pour la réparation des malheureux ont toujours été une minorité mais elles sont aussi de toutes les époques et de tous les milieux : les franciscains et les pauvres, les intellectuels s'établissant et les ouvriers, les syndicalistes et les travailleurs, les philanthropes et leurs protégés, les militants communistes et les classes populaires, les assistantes sociales et les bénéficiaires de leur aide... Elles sont aussi extrêmement diversifiées même entre deux pôles nominalement stables : par exemple, entre les syndicalistes et les travailleurs, on trouve selon les époques, les organisations syndicales, les entreprises, etc., un rapport dont les termes et la structure sont très différents.

Je n'avais ni les moyens, ni l'ambition de couvrir l'ensemble des formes de prise en charge du malheur du peuple. Plus modestement, en partant de ce qu'est DAL aujourd'hui, j'ai regardé à quelles types de logiques et de figures il participe. Or je l'ai déjà dit, DAL se présente d'emblée comme une figure problématique au regard de l'histoire. Se proclamant " syndicat des mal-logés ", il est surtout mis en œuvre par des non mal-logés, dans une hétéronomie irréductible. Il m'est ainsi apparu que ce mouvement articule deux logiques traditionnellement disjointes voire opposées dans l'histoire : une logique d'aide hétéronome et une logique d'organisation de combat. La première renvoie à une posture philanthropique : des personnes d'un autre milieu social que les porteurs de malheur leur viennent en aide et prétendent les réintégrer dans la société commune. La seconde renvoie à la posture du mouvement ouvrier dans lequel une élite, issue des rangs des porteurs de malheur, organise une prise en charge de l'intérieur et avec un objectif de combat. Je me suis donc arrêtée sur les figures de la philanthropie et du mouvement ouvrier telles qu'elles s'incarnent au XIX<sup>e</sup> siècle dans deux modes clairement différents de prise en charge des pauvres, portés par deux groupes sociaux opposés, face à un même fléau, celui du paupérisme.<sup>18</sup> Ce sont ces deux formes 'élémentaires'<sup>19</sup>,

---

<sup>18</sup> Et on voit bien ici en quoi elles n'épuisent pas l'histoire des réparateurs de malheur. Toute la mise en place de l'Etat social, soutenue par l'idéologie du solidarisme qui apparaît historiquement après, est précisément un moyen de dépasser les apories des deux premiers modes de résolution de la question sociale et n'est réductible à aucune de ces deux figures.

<sup>19</sup> Tout comme D. Schnapper met au jour les " formes élémentaires de la relation à l'Autre ". in *La relation à l'autre. Au cœur de la pensée sociologique*, Gallimard, 1998.

philanthropique et syndicale, de relations entre peuple et promoteurs de sa cause que j'ai retrouvé un siècle et demi après, présentes au DAL.

Ces deux formes de réparation du malheur se sont historiquement opposées, mais elles ont aussi sur certains points convergé rendant possible et pensable qu'une même association soit aujourd'hui travaillée par ses deux logiques. Quoi de commun *a priori* entre la dame de charité et le meneur de grève ? Ils ne formulent ni les mêmes diagnostics, ni les mêmes objectifs et projets pour la société à venir. Ils appartiennent à des milieux sociaux différents, ne s'adressent pas de la même manière aux " porteurs de malheur ", et probablement pas non plus précisément aux mêmes groupes. Toutefois, rapprocher pour les comparer ces deux catégories d'acteurs m'a semblé intéressant.<sup>20</sup> Les termes et les modalités de la distance entre acteurs varient fortement de l'une à l'autre. Mais on constate un même rapport structurel fait de distance sociale et de proximité physique entre ceux qui agissent et ceux qui sont l'objet de l'action de réparation. La dénivellation dans ces rapports semble constante, tout comme la recherche d'une participation des populations concernées. On peut comparer et rapprocher ces deux figures, car elles posent toutes deux la question de la relation sociale d'un peuple à ceux qui veulent son salut. Ces identités de questionnement, cette proximité des tensions auxquelles doivent faire face les individus qui souhaitent en aider d'autres, sont le plus souvent déniées, au nom d'autres différences proprement indépassables. Elles m'ont semblé au contraire fondamentales pour construire une analyse génétique du DAL.

Le choix de ne traiter que quelques expériences de l'histoire sociale ne se justifie que par le souci de comprendre le présent : en ce sens mon enquête ethnographique a toujours informé mon enquête historique, et inversement.

### **La matière historique peut-elle se prêter à un travail de "typification" ?**

Chaque situation historique est inédite, particulière, mais aussi hybride, dans la mesure où elle voit se cristalliser des compromis, qu'elle est traversée par des rapports de force. Cela signifie que les deux formes élémentaires mises à jour n'ont sans doute jamais existé à l'état pur.

Quand je travaillais sur une de ces figures, la fascination pour la compréhension d'une période me conduisait en effet à l'approfondir voire à m'y perdre, en ne suivant que les logiques mêmes de chacune, sensible aux multiples écarts et à la complexité constitutive de ces expériences. Le

---

<sup>20</sup> Il ne s'agit pas ici de tout amalgamer sans discernement, mais de prendre le risque d'un rapprochement entre des acteurs et des types de " réparation " politiquement très différentes, parce que ce rapprochement est fécond. Quand H. Becker parle d'" entrepreneurs de morale " ou de " croisés ", il rapproche aussi des individus très différents aux positions politiques parfois opposées (abolitionnistes, prohibitionnistes etc.), mais qui ont en commun la même volonté d'imposer des normes à d'autres membres de la société. In *Outsiders*, Métaillé, 1985, p. 171-188.

risque opposé n'était pas moins grand : quand le présent se rappelait à moi, plutôt que de comprendre la spécificité d'une expérience dans sa complexité, je risquais soit l'anachronisme, soit l'oubli de pans entiers de l'histoire sociale pour consolider mes "types".

Ainsi, malgré la complexité de chaque situation, j'ai fait le pari suivant qui semblera peut-être très contestable à un historien. Quand les deux modalités hétérogènes et alternatives de réponse au paupérisme, la philanthropie et le militantisme ouvrier, ou encore la " charité " et la " justice ", se mettent en place, on est alors dans une société de classes clairement identifiées et elles se présentent dans une grande netteté, à la fois très distinctes et inconciliables. Alors le philanthrope modèle, partageant l'ensemble des présupposés et des attitudes que j'ai dégagés n'a peut-être jamais existé ; mais une certaine posture philanthropique dont sont proches à un moment donné un grand nombre d'acteurs peut être dégagée, quitte à forcer un peu le trait.

### **Les sources**

Un dernier problème tenait aux sources que je pouvais utiliser pour faire mon histoire des prises en charge du malheur du peuple.

Je me suis principalement fondée sur la matière historique telle que les historiens l'ont dégagée, sans retourner moi-même toujours aux sources. Sans compétences pour leurs critiques et pour le travail d'archive, j'ai fait confiance aux historiens, et relu leurs travaux en fonction de mon projet. Or, si le mouvement ouvrier a donné lieu à de multiples travaux de très grande qualité, permettant d'approcher la diversité de l'engagement militant, la maturité des sciences sociales à l'égard de la philanthropie est moins grande. Des travaux existent certes, mais l'univers des philanthropes apparaît, sûrement à tort, plus monolithique. Dès lors, la mise à jour des invariants les plus saillants de la philanthropie a davantage été construit à partir de l'analyse critique d'un texte écrit par Jean-Marie de Gérando, philanthrope exemplaire selon R. Castel. Pour dégager les traits saillants du mouvement ouvrier je me suis appuyée sur une vaste littérature historique et sociologique. Il y a donc dissymétrie dans le traitement de chacun des types idéaux.

La reconstruction des rapports entre les promoteurs d'une action sociale et ceux à qui ils venaient en aide n'a pas toujours été aisée tout comme la volonté de traiter à parité les deux termes de la relation. Peu de sources émanent en effet des bénéficiaires des pratiques d'action sociale et il est quasiment impossible de reconstruire la manière dont ils ont vécu leur rapport aux militants ou bénévoles agissant pour ou avec eux. Ce sont les militants et parmi eux plus spécifiquement ceux qui ont initié les mouvements qui ont laissé le plus de traces, et donc d'archives, exploitables et exploitées par les historiens. Le pôle dominant de la relation, c'est-à-dire les réparateurs, est mieux connu, mieux décrit. Reconstruire par exemple ce qu'a pu être la diffusion du socialisme dans les classes ouvrières est très difficile. Pourtant, même si le pôle des réparateurs, a laissé plus de

traces que celui des cibles de leurs actions, on peut en creux lire l'écho de la diffusion tant des idées que des pratiques. Les travaux de M. Perrot<sup>21</sup> l'attestent. De même, l'exemple donné par C. Ginzburg à partir des archives d'un procès en sorcellerie d'un meunier, est probant : la culture populaire et son rapport à la culture savante peuvent être approchés, et de manière extrêmement convaincante, même " à travers une documentation fragmentaire et déformée, provenant presque intégralement des 'archives de la répression' " <sup>22</sup>. Les cibles de l'action sociale sont certes parlées plus qu'elles ne parlent, une partie de la caractérisation du rapport entre les acteurs à l'intérieur des mouvements en faveur et dans les classes populaires reste ainsi largement hypothétique, mais on peut, avec précaution, tenter cette caractérisation.

Quand cela était possible, que les éléments dans les travaux des historiens n'alimentaient pas assez mon axe de lecture, notamment dans le travail sur les mouvements de lutte pour le logement des classes populaires, je suis toutefois retournée aux documents bruts (témoignage, textes des leaders etc.)<sup>23</sup>.

### **3. Etude des mouvements autour du logement des classes populaires**

J'ai ensuite procédé à une autre histoire en resserrant la focale sur les seuls mouvements de lutte pour le logement des classes populaires. Il s'agissait de voir comment fonctionnaient les mouvements de prise en charge des conditions de logement de classes populaires : qui s'en préoccupait ? qui était présent dans ces mouvements ? quel type de relations entretenaient les personnes au sein de ces mouvements ? L'objectif n'était plus uniquement idéal-typique, mais également généalogique.

#### **Un test de la pertinence des catégories analytiques**

Il s'agissait tout d'abord de tester la pertinence des catégories analytiques de la philanthropie et du syndicalisme sur ce cas particulier, en regardant comment ces figures s'étaient incarnées.

Dans cette histoire des mouvements autour du logement des classes populaires, la mobilisation philanthropique est dominante, qu'elle soit effectivement le fait des classes dirigeantes ou, plus tard, d'un Etat social constructeur de logements sociaux. La mobilisation militante sur le modèle syndical est particulièrement difficile et donc faible dans le domaine du logement, même si de multiples tentatives ont été faites.

J'ai ainsi particulièrement traqué les figures hybrides dont DAL est un avatar important, assimilables directement ni au modèle de la philanthropie

---

<sup>21</sup> *Jeunesse de la grève, France 1871-1890*, Paris, Seuil, 1984, notamment chap. 8.

<sup>22</sup> *Le fromage et les vers. L'univers d'un meunier du XVI<sup>e</sup> siècle*, Aubier, 1980, p. 16.

<sup>23</sup> J'ai ainsi utilisé les travaux du GRMF : *Les cahiers du Groupement pour la Recherche sur les Mouvements Familiaux*, notamment le n°7 " La bataille des squatters et l'invention du droit au logement 1945-1955 ", Villeneuve d'Asq, 1992.

(entendue comme prise en charge hétéronome et tournée vers la pacification sociale et l'imposition des valeurs dominantes), ni au modèle du militantisme ouvrier (entendu comme construction autonome d'une organisation de combat défendant les intérêts ouvriers).

### **Récurrences et évolutions dans les modes de prise en charge des " problèmes " de logement**

Cette histoire devait permettre aussi de voir les points communs récurrents et les évolutions fortes perceptibles dans les modes de prise en charge des personnes insatisfaites de leurs conditions de logement.

On réclame la réquisition des logements vides en 1910 place de la Madeleine à Paris, en 1947 à Marseille et dans les années 90 devant l'hôtel de ville parisien, on squatte en 1947 des maisons closes, en 1955 une bâtisse appartenant à la Compagnie des agents de change, en 1972 un pavillon vacant et en 1994 un immeuble vide et délabré appartenant à la Cogedim, mais ces revendications et ces modes d'action, formellement identiques, n'ont pas forcément le même sens et la même portée à ces différentes époques. Ils ne sont pas défendus par les mêmes acteurs, ne prennent pas en charge les mêmes populations et les enjeux ne sont pas directement comparables.

La première évolution majeure repérée concerne l'implication de l'Etat dans le domaine du logement. Il y a eu à ce sujet un complet renversement de perspective du XIX<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle. La société française est passée d'un refus global de l'intervention de l'Etat au XIX<sup>e</sup> dans la solution du logement des classes laborieuses (tant par les classes dominantes au nom du libéralisme que par les porte-parole du mouvement ouvrier qui se méfient d'un Etat aux mains de la bourgeoisie), à son intervention massive après 1945. Ce mouvement d'interventionnisme croissant n'est toutefois pas linéaire. Depuis les années 70, la tendance est plutôt au désengagement de l'Etat dans le domaine du logement. Ce premier axe d'évolution n'est pas sans incidence sur l'existence de malheureux du logement et sur le positionnement des mouvements de prise en charge de ceux-ci, à l'égard des pouvoirs publics.

Autre évolution de taille, les aspirations en matière de logement des classes populaires, et notamment des ouvriers dont la situation est souvent mieux connue et mieux renseignée, ont considérablement changé. Du droit à la ville au droit au logement<sup>24</sup>, de la mobilité à l'exigence de stabilité et de maintien dans les lieux, de revendications sur le montant du loyer à celles sur la qualité du logement, de la vie en centre-ville à l'acceptation de la banlieue, de l'habitat collectif à l'habitat individuel, de la location à la propriété..., voilà autant d'évolutions importantes dans les aspirations qu'il a fallu analyser pour comprendre l'évolution des revendications. Les organisations de prise en charge des insatisfactions liées au logement ont

---

<sup>24</sup> Cf. M. Perrot, " Les ouvriers, l'habitat et la ville au XIX<sup>e</sup> siècle ", in *La question du logement et le mouvement ouvrier français*, Paris, Ed de la Villette, 1981, p. 19-39.

plus ou moins bien suivi et accompagné la modification de ces désirs. Les organisations ouvrières par exemple sont ainsi passées du " refus des casernes ouvrières " à l'exigence de " toujours plus de logements sociaux ". On commence à percevoir ici que l'étude de plusieurs dimensions a été nécessaire pour faire cette histoire. Il fallait tout d'abord interroger précisément les difficultés de logement des classes populaires à chaque époque : qui sont les malheureux du logement et quelles sont leurs difficultés. Conjointement il fallait analyser le rapport de ces classes populaires à leur logement et interroger leurs aspirations : quelles sont les souffrances exprimées, comment les aspirations sont-elles définies et satisfaites ? Quelles sont dès lors les propositions faites par les mouvements de mobilisation ? Il fallait aussi analyser les réponses institutionnelles à ces revendications, essentiellement l'histoire de la mise en place du logement social et des acteurs qui portent ces réponses. L'idée même de mal-logement est une construction sociale et historique qui n'a aujourd'hui que peu à voir avec les périodes précédentes.

J'ai choisi de ne privilégier que quelques aspects en insistant à nouveau sur les transformations et permanences dans les relations nouées entre réparateurs de malheur et personnes en souffrance de logement : les décalages ou l'adéquation entre les aspirations des classes populaires et les revendications mises en forme par les réparateurs de malheur, les tensions entre les demandes et les réponses apportées par les prises en charge militantes, philanthropiques ou étatiques ont été particulièrement étudiées. Là encore, loin de prétendre à l'exhaustivité, il s'est agi de poser quelques jalons dans cette histoire en insistant sur les acteurs et sur les modes de relation qui les unissent plus que sur les idéologies sous-jacentes aux actions, ou qu'aux réalisations elles-mêmes.<sup>25</sup>

## Conclusion

La méthode idéal-typique est proprement sociologique. Cette utilisation très libre de la matière historique avec un objectif tout tourné vers la compréhension du présent pose évidemment de nombreuses questions. La présentation de deux figures idéal-typiques de la charité et de la justice qui apparaissent au XIX<sup>e</sup> siècle était pour une part arbitraire et épurées donc " typées " à l'extrême. Toute l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle a été précisément une tentative de dépassement des apories de chacun de ces deux modèles, notamment à travers le catholicisme social et l'Etat social.

Faire de l'histoire comme sociologue du DAL a donc été pour moi un moyen de mettre à jour des types idéaux de prise en charge du malheur du peuple, et de relations entre réparateurs et porteurs de malheur. L'objectif du

---

<sup>25</sup> Des histoires plus précises et événementielles existaient déjà sur lesquelles je me suis appuyée. Par exemple J.-P. Flamand, *Loger le peuple. Essai sur l'histoire du logement social*, La découverte, 1989 ; C. Bachmann et N. Le Guennec, *Violences urbaines. Ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, A. Michel, 1996 ; R. Ballain " Les associations agissantes ", *Informations sociales*, n°77, 1999, p. 126-133.

recours à l'histoire était de montrer que DAL participe à sa manière de chacun des deux grands modèles historiques, philanthropique et syndical, sans être réductible à l'un des deux.

La mise en série proposée a permis de montrer quelques points forts de l'histoire des réparateurs de malheur, dont on retrouve certains éléments au DAL aujourd'hui. Tout d'abord, le type de peuple pris en charge par la philanthropie et par le militantisme ouvrier diffère fortement en pratique, alors même que le peuple visé est similaire : les travailleurs dominés. Ensuite les modes de prise en charge tout comme les rapports entre réparateurs et malheureux s'opposent presque terme à terme.

La figure de la philanthropie ou encore de la charité est portée par des membres des classes dominantes imprégnées de valeurs humanistes qui prennent en charge des " pauvres ", plus que des travailleurs, d'une manière profondément hétéronome. La philanthropie, ne s'est en effet, jamais adressée qu'aux personnes les plus pauvres, les plus dominées et les plus dépendantes. Opérant un relèvement sur la base d'une analyse toute négative des pauvres, elle n'a rencontré que des personnes particulièrement dominées, ce qui ne veut pas dire dociles.

La figure du militantisme ouvrier ou de la justice, s'est construite largement contre ce premier type dans une recherche au moins partielle d'autonomie. Elle procède d'un relèvement par une élite issue du " peuple ", perçu contradictoirement comme opprimé et salvateur, au gré des déceptions et exaltations. Le type de peuple visé et concerné par cette posture est de fait un peuple de prolétaires, inscrit dans le monde du travail, bénéficiant par sa place dans la production, de ressources non négligeables pour construire une organisation de combat, de luttes et de défense de ses propres intérêts.

Dans cette histoire longue des réparateurs de malheur, l'originalité des militants du DAL est de s'adresser au peuple de la philanthropie, mais avec la problématique et la perspective de la figure militante. Ainsi j'ai trouvé au DAL une vision assez négative des mal-logés. Ils ne sont pas perçus par les militants comme porteurs d'une révolte contre le système ou contre les dominants. Le vocabulaire infrapolitique utilisé, celui de familles, de mal-logés, de sans-logis, d'immigrés, d'exclus indiquent qu'ils ne sont perçus ni comme locataires, ni comme producteurs, mais comme êtres humains et à ce titre sujets de droits (d'où le discours moral ou humaniste sur les " sans ", sous-entendu, sans droits sociaux fondamentaux). Des projections plus positives ont bien aussi lieu et un discours enchanté se développe sur la solidarité des familles immigrées, sur la capacité des familles africaines squatteuses à réinventer d'autres formes de vivre ensemble et d'habiter. Mais il reste marginal. L'association défend une position beaucoup plus classique de réintégration de ces malheureux dans la sphère du droit commun, notamment par leur accès au logement " normal " (ordinaire et normalisé), le logement social.

DAL apparaît donc comme une organisation qui à bien des égards participe du modèle philanthropique et ne sera probablement jamais un mouvement

ouvrier autonome. L'hétéronomie sociale y est très importante. Le mouvement ouvrier avait su produire ses propres acteurs parce que les prolétaires étaient une force de travail, et parce qu'ils étaient inscrits dans une situation durable, non transitoire, que les solidarités de voisinage, de travail, de familles, renforçaient. Les mal-logés *a contrario* semblent dans une dépendance constitutive à l'égard de classes plus dotées en ressources sociales et qui agissent par solidarité. Toutefois, DAL représente une tentative de dépasser le modèle humaniste, philanthropique et assistantiel, pour s'inscrire dans l'autre logique de construction d'une organisation de combat, de luttes et de défense des intérêts des mal-logés eux-mêmes.

Or, dans un type de société où la condition salariale ne constitue plus une forme forte d'affiliation et de construction de collectifs, où il est structurellement difficile pour toute une catégorie de personnes trop précaires, trop fragiles et dont la condition est trop transitoire pour construire leur propre élite, de se constituer en syndicat, la question que pose implicitement DAL est fondamentale : est-il possible, en passant par des représentants extérieurs, par des formes de philanthropie et d'assistance, par des formes d'hétéronomie sociale de construire quelque chose qui s'apparente à une organisation de combat ?